

Intégration européenne : « Le ticket d'entrée est devenu très cher »

De passage en Serbie pour présenter son film « Euro : quand les marchés attaquent », le journaliste Jean Quatremer, spécialiste de l'UE, a répondu à nos questions sur la crise de la dette souveraine et ses conséquences sur l'élargissement européen. Son diagnostic est de mauvais augure pour les Balkans occidentaux, déjà sur la touche avant l'arrivée de cette perturbation.

Propos recueillis par Philippe Bertinchamps



« La crise de l'euro et la crise de Schengen ont rompu la confiance. Désormais, la capacité d'un État à respecter sa parole est en jeu. Et le ticket d'entrée des candidats à l'adhésion est devenu très cher. »

Jean Quatremer couvre l'actualité européenne pour *Libération*. Correspondant auprès de l'Union depuis vingt ans, il est l'auteur d'un blog, [Coulisses de Bruxelles](#), qui décrypte comment se construit l'Europe au quotidien. En 2010, après avoir enquêté sur la crise de la dette souveraine en Grèce et ses conséquences sur l'économie des États membres, il réalise avec Jean-

Michel Meurice un documentaire produit par ARTE, [Euro : quand les marchés attaquent](#).

Jean Quatremer (J. Q.) : Aujourd'hui, le vrai risque de la Grèce est que le découragement gagne la société. Il faut offrir au peuple grec une vision d'avenir. Sans quoi il se dépolitise, ce qui donnera libre champ à tous les populismes, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. Dans la rue, le mot d'ordre est *klephtes*, voleurs ! Mais c'est avant tout un mouvement de colère, pas de révolte. Après la fin du régime des colonels en 1974, la Grèce s'est lancée dans un clientélisme à tous crins. Les politiciens se sont enrichis sur le dos du peuple. La fraude est devenue un sport national. Trente ans plus tard, le système est corrompu, les trois quarts de l'économie sont au noir, le peuple vit à crédit. L'État vole le peuple qui lui-même vole l'État. Mais le peuple sait qu'un jour, il payera la facture. Quand les marchés la lui ont présentée, le retour a été brutal : une politique d'austérité sans précédent décidée par Bruxelles. Le Premier ministre socialiste Georges Papandréou est sur la corde raide. Il essaie de faire de la Grèce un État de droit... ce que la Grèce a été incapable de faire depuis son indépendance en 1830. D'après les autorités, 2012 sera l'année de la croissance. Si l'on dit aux Grecs qu'ils en ont pour trente ans à rembourser la dette publique, ils émigreront. En revanche, si la saison touristique est bonne et que la croissance revient fin 2011, peut-être se diront-ils que demain ira mieux. Mais d'abord, il faut que des têtes tombent ! Beaucoup estiment que, malgré l'effort, M. Papandréou ne va pas assez loin. Il ne s'en prend pas aux riches, ceux qui ont le plus fraudé. Il y a là un risque d'explosion sociale. Si la classe moyenne estime qu'elle paie pour les riches, la résignation basculera dans la révolte à cause du sentiment d'injustice.

Le Courrier des Balkans (CdB) : Quelles sont les effets de la crise de l'euro sur les pays de l'élargissement ?

J. Q. : C'est simple. À l'heure actuelle, la Roumanie et la Bulgarie n'entreraient pas ! L'Europe a été

désarmée par l'effondrement de l'une des économies de la zone euro. Si la Roumanie ou la Bulgarie avaient fait partie de cette zone, les effets auraient été catastrophiques. Mais il n'y a pas de moyen terme. L'Europe est au milieu du gué. Elle doit faire un bond dans l'intégration politique. Elle en sortira renforcée. Une véritable fédération européenne, c'est aussi ce que les marchés demandent. Pourquoi ? L'euro a été conçu comme une politique monétaire unique avec une banque centrale européenne, le reste étant une série de 17 politiques économiques souveraines. Chacune se débrouille seule, sans aucune solidarité... soi-disant en respectant les règles de copropriété. Ça, c'est Disneyland ! Une monnaie unique ne peut pas fonctionner sans une institution centrale forte. Pour imposer une politique économique à un État qui diverge et organiser des transferts financiers d'un État riche à un État pauvre, afin que la solidarité soit réelle, il faut une institution fédérale qui fonctionne à la majorité qualifiée et de façon indépendante. Le fond européen de stabilisation financière est doté de 700 milliards d'euros. Mais cet organisme intergouvernemental fonctionne à l'unanimité. N'importe quel pays peut le coincer. Faute d'instruments nécessaires à un audit ou un plan de redressement, l'euro a failli exploser. La France ou l'Allemagne ont payé pour la Grèce. Ce n'était pas prévu dans le contrat. L'UE donnait une petite partie du budget communautaire, mais l'effort revenait surtout aux pays de l'élargissement. Aujourd'hui, l'Europe s'aperçoit que laisser entrer n'importe qui peut lui coûter cher. Les peuples ont leur mot à dire. L'élargissement rapide de l'UE ou de la zone euro n'est donc plus à l'ordre du jour.

CdB : Et Schengen ?

J. Q. : De même que la monnaie unique repose sur la confiance en un État à appliquer la politique économique décidée en commun, Schengen repose sur la confiance en un État à contrôler ses frontières extérieures. Actuellement, l'Italie n'est pas capable d'appliquer la politique migratoire commune. Ce pays de 63 millions d'habitants reçoit 30.000 réfugiés du continent africain... et les envoie chez les États voisins. L'Italie rompt la confiance et ébranle Schengen, tout comme la Grèce a rompu la confiance et ébranlé l'euro. Dorénavant, le message de l'Europe aux pays de l'élargissement est : « Attention, si vous voulez faire partie du club, ça a un prix. Ce qui se passe chez vous ne sera pas sans influence sur l'avenir ». Voilà pourquoi l'Europe met la pression. La capacité d'un État à respecter sa parole se joue dès maintenant.